

Vol. 36, no 8, 24 novembre 2009

## Des idées pour payer notre effronterie

Éric Désilets, 3<sup>e</sup> vice-président à l'information

**S**i c'est être effronté de demander moins d'étudiantes et d'étudiants par classe et moins de préparations par session pour offrir une meilleure qualité d'enseignement, oui je suis effronté. La tâche d'enseignement s'est de plus en plus alourdie avec les réformes et les décrets. Comme plusieurs jeunes profs, je n'ai pas connu la réalité d'avant. J'adore mon métier et j'en redemande! Mais au rythme où vont les choses, les enseignants ne pourront plus respirer sous leurs piles de correction, les nouveaux cours et les nouvelles technologies à apprendre pour les enseigner, etc. Les problèmes de recrutement dans toutes les disciplines et dans toutes les régions sont la meilleure preuve contre ceux qui croient que nous sommes « gras durs ».

Rappelons que les demandes des 500 000 employés du Front commun s'élèvent à 3,2 milliards de dollars et s'étalent sur les trois prochaines années. Présentement, sur le site de la Banque du Canada, l'indice des prix à la consommation (IPC global) pour le mois d'octobre 2009 est de 0,1%. Par ailleurs, la Banque du Canada se base elle-même sur l'indice de référence (IPC excluant les 8 composantes les plus volatiles), qui est à 1,8% en octobre 2009, pour déterminer ses politiques envers l'inflation. Bref, nous voulons au moins maintenir notre pouvoir d'achat avec 2% d'augmentation par année.

Nous demandons en plus 1,75% par année pour le rattrapage salarial. Selon l'Institut de la statistique du Québec, le retard salarial entre tous les employés du secteur public et les employés du secteur privé qui occupent des emplois similaires est de 7,7%. Selon les fuites, fort probablement contrôlées, dans les journaux, le gouvernement nous offrirait 0% la 1<sup>ère</sup> année, 0,5% la 2<sup>e</sup> année, 0,5% la 3<sup>e</sup> année et 0,5% la 4<sup>e</sup> année. J'ai une seule question : est-ce que ces offres s'appliqueront aux hauts salariés de l'État : ministres, juges, médecins, cadres supérieurs, dirigeants de société d'État?

Or comment augmenter les revenus du gouvernement ou faire des économies ailleurs que dans les services publics ou les taxes tout en remboursant la dette? Comme nous entendons partout et toujours les mêmes idées concernant nos demandes de négos, j'ose proposer autre chose. Je demande autant d'imagination de la part de nos élus et de nos directions, s'il-vous-plaît. Voici quelques arguments :

- Éliminer les primes au rendement des cadres.
- Surtaxer les propriétaires de gros véhicules polluants, de bateaux de luxe, de résidences secondaires coûteuses.
- Abolir les taux préférentiels d'électricité aux entreprises polluantes.
- Diminuer les dépenses militaires de 490 milliards de dollars prévus dans les 20 prochaines années.

### DANS CE NUMÉRO :

Actions de décembre	2	L'affront de Michel Girard	3
Assemblée générale	4	Remise des diplômes	4
Réaction au dernier Point d'ordre	4		

- Imposer des redevances sur l'eau et sur l'extraction minière.
- Regrouper les achats gouvernementaux de médicaments avec une politique nationale comme dans plusieurs pays.
- Faire cesser la collusion dans la construction et les travaux d'infrastructure. D'ailleurs rappelons que le gouvernement québécois va dépenser 42,3 milliards de dollars d'ici 2013 avec des profits d'environ 20%, donc 8,46 milliards de dollars, versés dans les poches de quelques propriétaires. Et que dire des taux de profit de 40% dans les pires cas...
- Récupérer les milliards détournés dans les paradis fiscaux.

Nous, les profs et les autres employés du secteur public, nous sommes des contribuables du Québec qui payons beaucoup d'impôt sur le revenu, de taxes, de frais pour des permis ou autres, et nous demandons au gouvernement de prendre des décisions avec notre argent<sup>1</sup>. Nous voulons d'abord et avant tout une convention négociée. Nous sommes dans une démocratie jusqu'à preuve du contraire. Le contraire l'a emporté avec le décret de 2005. Le même gouvernement pourrait peut-être s'amender. Mais il ne nous donnera rien. Nous devons nous mobiliser pour affirmer que nous voulons nous payer de meilleures conditions de travail et que nous sommes convaincus de leur nécessité. Ce n'est pas le secteur privé qui nous donnera des services d'aussi bonne qualité au même prix. Quel avenir voulons-nous pour le Québec?

<sup>1</sup> D'ailleurs, selon l'OCDE, les banques à travers la planète ont bénéficié de 10 000 milliards de dollars provenant de l'argent des contribuables pour se sauver de leurs erreurs spéculatives, de leurs risques démesurés, de leurs décisions qui les ont menées à leur faillite et à la récession. En comparaison, pour régler le problème de la faim dans le monde, cela coûterait 200 milliards de dollars.

## Actions de décembre

**D**ans le calendrier du Front commun, format boîtier de disque compact, que vous avez reçu il y a déjà deux semaines, quelques-uns ont remarqué qu'il y a une carte de Noël à retourner à votre exécutif avant le 4 décembre. Donc, envoyez-les, nous les utiliserons lors de l'activité régionale du Front commun prévue en décembre. Un politicien du coin sera ciblé pour recevoir tous vos vœux de Joyeuses Fêtes... Et vous, si vous participez en complétant votre carte, vous participez automatiquement à un concours dont le prix à gagner est, au pire, des conditions de travail qui arrêtent de se détériorer, ou au mieux, qui s'améliorent.

Le 15 décembre prochain, ce sera non seulement la session d'examens et des surveillances interminables, mais aussi le triste anniversaire de l'imposition du décret : une loi abusive, répressive et antidémocratique. Le Front commun vous invite à porter un brassard noir sur lequel il est inscrit « Des décrets plus jamais », à défaut de porter une

cagoule ou un sac de papier pour cacher votre honte et votre colère à l'endroit du gouvernement. Les brassards seront bientôt disponibles au local du syndicat et nous espérons ne plus jamais les utiliser, mais nous pensons que vous devriez tout de même les conserver au cas où...



Enfin, un beau foulard en polar jaune sera bientôt disponible au local du syndicat, ce qui changera les habitudes des collectionneurs de macarons. Vous vous souvenez peut-être du foulard orange de l'UQAM et du carré rouge des étudiants québécois; pour les profs de cégeps, ce sera le jaune qui marquera notre identité et notre solidarité. Vous êtes invités à le porter en tout temps autour du cou, du bras, d'un sac, d'une lampe de bureau, etc. D'ailleurs, les offres gouvernementales devraient être déposées autour de Noël, comme par hasard dans une période où vous êtes peu occupés et très mobilisés... N'achetez pas tout de suite vos cadeaux, le Père Noël est peut-être un clown ou un imposteur... Nous aurons donc besoin de vous en janvier.

Voici la réponse du Front commun à Michel Girard de *La Presse* qui nous a traités d'effrontés le 17 octobre dernier. Le texte est composé par les économistes des trois centrales syndicales. Malheureusement, ce journal n'a pas jugé intéressant de le publier...

## L'affront de Michel Girard

Monique Audet économiste pour la FTQ, Pierre Beaulne économiste pour le SISF et Lise Pomerleau économiste pour CSN

Offense faite publiquement avec la volonté de marquer son mépris : c'est ainsi que Le Petit Robert définit le mot « affront ». Cela qualifie précisément ce que nous avons ressenti après avoir d'abord lu le chroniqueur de *La Presse*, Michel Girard, le 17 octobre 2009, puis après l'avoir entendu le même jour sur les ondes de Radio-Canada.

Le mot « mépris » est faible. Quand Michel Girard parle de l'union de 475 000 salariés comme du « front de bœuf », il manifeste une aversion sans égal à l'égard d'organisations syndicales qui ont la responsabilité et le devoir de défendre leurs membres. Il profite pourtant lui-même de bonnes conditions de travail, durement négociées par sa propre organisation syndicale.

Nous osons croire que ses propos ont été dictés par un égarement passager...

Nous osons également croire qu'il a une appréciation positive du travail quotidien de ceux et celles qui travaillent pour et auprès de l'ensemble des contribuables : des jeunes enfants sur les bancs d'école, des adolescents, des citoyens, des immigrants, des malades, des handicapés, des invalides, des mourants. À titre de contribuable, Monsieur Girard profite de l'ensemble des services publics, allant de l'utilisation des infrastructures (routes, aqueducs, électricité...) jusqu'aux services gouvernementaux, en passant par l'éducation et la santé.

Que dire de la réalité budgétaire?

En 2009-2010, le déficit du Québec devrait atteindre 3,9 milliards de dollars, soit 1,3 % du PIB. Ce qui le place très bien lorsqu'on le compare avec d'autres économies : 3,5 % au Canada, 9,9 % aux États-Unis, 8,2 % en France, 11,5 % en Grande-Bretagne, 8,6 % en Espagne, 4,5 % en Italie, 2,6 % en Suède.

C'est la récession et les concessions fiscales du gouvernement Charest qui ont creusé le déficit, pas les dépenses excessives. Depuis cinq ans, le Québec arrive à l'avant-dernier rang canadien pour ce qui est de la croissance des dépenses : 4,6 % par année en moyenne, comparativement à 6,6 % pour le reste du Canada.

Et que dire de la masse salariale?

M. Girard nous rappelle que la masse salariale représente environ 55 % du budget du Québec.

Nous vous rappelons, nous, que comme toute entreprise publique, la main-d'œuvre — ce que les économistes appellent le « capital humain » — compte pour la principale ressource, contrairement à une entreprise industrielle où la machinerie et la technologie représentent une proportion plus grande du capital total. Il est donc normal qu'elle compte pour une plus grande partie du budget.

À Radio-Canada, par exemple, où Michel Girard a ses entrées, la masse salariale représente 60 % du budget, et certaines provisions ont déjà été prévues pour les prochaines années. Dans son dernier rapport annuel, la Société d'État explique avoir déjà reçu du financement public au titre de l'inflation salariale.

Michel Girard bénéficie de ces améliorations, en même temps, tristement, qu'il en appelle au gel des salaires pour les salariés des écoles, des hôpitaux et des services gouvernementaux. « Zéro! », a-t-il réclamé sur les ondes de Radio-Canada. C'est une honte.

Il prétend que le gouvernement devra puiser davantage dans les poches des contribuables

Le gouvernement Charest a fait ses choix, en multipliant les baisses d'impôts depuis des années. Pour des motifs électoralistes, il a ainsi dilapidé des milliards de façon injustifiée, dont le règlement fédéral du déséquilibre fiscal. Pour le prochain budget, il se privera de 1,5 milliard découlant de réductions d'impôts aux particuliers et de 1 milliard découlant des allègements fiscaux consentis aux entreprises.

Michel Girard rappelle à juste titre que le Québec a vu nombre d'entreprises fermer leurs portes et mettre à pied des dizaines de milliers de travailleurs. Nous sommes bien placés pour en parler : une bonne partie de ceux-ci sont nos membres et nous avons réclamé et réclamons toujours les mesures qui s'imposent pour amoindrir le choc.

Nous tenons à lui dire que n'eût été la présence de milliers de travailleurs des secteurs public et parapublic dans certaines régions, la situation se serait empirée. Représentant parfois jusqu'à 20 % de la main-d'œuvre totale en région, ces travailleurs et travailleuses sont aussi des contribuables qui, en plus de contribuer quotidiennement au bien-être de leurs concitoyens, retournent une grosse partie de leur paye à l'État alors que le reste sert à faire tourner l'économie.

C'est d'ailleurs grâce à l'importance du secteur public que le Québec a mieux résisté à la récession. C'est normal qu'un déficit se creuse en temps de récession, mais ce n'est pas une raison pour saccager les services publics de santé, d'éducation et les programmes sociaux.

L'endettement public correspond à des investissements pour soutenir les secteurs industriels et restaurer les infrastructures. Dans une économie moderne, les activités économiques sont inter reliées, et les services publics ne sont pas l'excroissance pustuleuse que semble croire Michel Girard. Il s'agit de services au cœur du bien-être de la population.

Ceux et celles qui ont subi un gel des salaires de 33 mois entre 2003 et 2005, alors même que l'économie allait bon train, méritent aujourd'hui le respect plutôt que le mépris.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

4 décembre, 15h15  
au Loft du pavillon des Humanités

#### REMISE DES DIPLÔMES

N'oubliez pas la journée de remise des diplômes, le samedi 28 novembre. Nous voulons de la reconnaissance pour notre travail, donnons-en à nos étudiantes et à nos étudiants.

#### Réaction au dernier Point d'ordre

Suite au dernier Point d'ordre sur les Portes ouvertes et le 2<sup>e</sup> cas de pandémie, le directeur général a mandaté la directrice des ressources humaines et la directrice des études pour rencontrer les auteurs des textes. À noter : le directeur général était absent lors de la rencontre.



Syndicat des professeur-e-s du Cégep de Trois-Rivières

3500, rue de Courval, Trois-Rivières, Québec G9A 5E6  
Tél.: (819) 376-9555 Télécopieur: (819) 376-2072

